

Municipales à Basse-Terre: Au-delà du résultat, tout un symbole !

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

14 février 2014

BASSE-TERRE

À un mois et demi du premier tour des élections municipales (le 23 mars prochain)

Le Courrier de Guadeloupe met le projecteur sur les communes où la bataille s'annonce des plus serrée. Soit parce que les candidats sont très proches en terme de poids électoral (Morne-à-l'Eau, Lamentin, Goyave, Sainte-Anne), soit parce que la réalité politique de la commune est rendue floue par des candidatures nombreuses sans qu'aucune ne se détache vraiment (Sainte-Rose, Pointe-Noire, Port-Louis). Quant au chef-lieu Basse-Terre, l'affrontement Chevry/Attalah dépasse la compétition entre les deux concurrents. Ici c'est la survivance ou la fin d'une époque qui se joue.

Basse-Terre. Un bastion. L'un des derniers de l'ère Chevry, défendue par Lucette elle-même, bien décidée la Dame à ne pas s'en laisser compter. LMC a tout connu. Elle a dirigé les deux assemblées conseil général et conseil régional, a été ministre de la France par deux fois et a été longtemps au centre de la vie politique de la Guadeloupe. On était fait roi par Lucette ou, plus souvent, à jamais détruit par sa volonté. Aujourd'hui la donne a bien changé. Exit le parti de la droite locale " Objectif Guadeloupe ", longtemps l'alpha et l'oméga de la vie politique guadeloupéenne. Lucette s'est repliée sur Basse-Terre et entend bien gagner son dernier combat politique. Un combat politique qu'elle mène en pensant ardemment à sa fille Marie-Luce Penchard qui a pris au premier coup toute la lumière en devenant ministre sans avoir vraiment fait ses classes. Sa mère compte bien combler cette lacune. C'est sans doute pour cela que c'est elle qui tiendra la barre et la liste. Contre elle, le parti socialiste s'est mis en ordre de bataille. Joël Lobeau et Jocelyn Mirre roulent pour André Attalah. C'est l'union sacrée. Mais les socialistes ont fait encore mieux. Ils ont rallié à leur cause Henriette Solignac, conseiller

général du premier canton de Basse-Terre qui appartenait à la majorité municipale conduite par LMC, Jean-Michel Penchard beau-frère de Marie-Luce Penchard qu'on voit dans tous les meetings importants du candidat Attalah et on parle désormais d'un soutien de Brigitte Rodes qui cette fois ne serait pas candidate. Pendant ce temps, André Attalah enchaîne réunions sur réunion et veut faire mentir l'idée selon laquelle, il n'est pas populaire. La lutte finale opposera à coup sûr Lucette Michaux-Chevry à André Atallah, lutte arbitrée par Roland Ezelin qui a toujours tiré son épingle du jeu à Basse-Terre et Robert Valérius qui aux dernières nouvelles serait lui aussi partant. Mais au-delà des résultats de l'élection c'est toute une symbolique qui se joue à Basse-Terre. Une victoire de Lucette Michaux-Chevry signifierait qu'elle est un personnage exceptionnel dans le paysage politique et pourrait mettre sur orbite sa fille Marie-Luce Penchard. Une victoire d'André Attalah signifierait le point final d'une époque, mais ce serait aussi une formidable apothéose pour Victorin Lurel. Fort probable que le ministre consacre toutes ses forces à cette bataille.

GOYAVE

Rémy Senneville gros outsider

Ferdy Louisy aura fort à faire pour endiguer la fougue de Rémy Senneville qui a le vent en poupe.

Les discours sont rodés à Goyave. Des discours qui se ressemblent d'un candidat à un autre à s'y méprendre, enfin à quelques nuances près. Les mêmes grands thèmes de l'environnement, du tourisme et de la valorisation du potentiel goyavien laissé en jachère sont inlassablement avancés par chacun des candidats interrogés. Un tour de l'horizon local permet d'observer que, bien que le paysage politique se soit étoffé depuis les dernières élections municipales de 2008, les outsiders ne semblent pas se constituer en une opposition unie face au maire sortant Ferdy Louisy divers gauche. Toutefois, un nom est répété un peu plus souvent que les autres. Celui du charismatique Rémy Senneville sans étiquette, membre du conseil municipal passé à l'opposition qui a su acquérir le mordant nécessaire pour mener cette bataille électorale : " *Mon ambition est de remettre Goyave debout car elle a été mise à mal durant cette mandature*

“. Rémy Senneville jouit d’une vraie popularité. Il pourrait être la vraie surprise de ces municipales. D’autres, en la personne de Serge Sahaï sans étiquette plus posément, évoque comme cheval de bataille et toujours en lien avec les domaines du tourisme et de l’environnement, la *” nécessité d’un parc d’activité pour redynamiser la ville et augmenter son attractivité perdue ”*. Enfin, Patrick Brochant avance que *” L’aspect social est primordial dans une commune où la population a des attentes concernant l’insertion de sa jeunesse et son intégration économique ”*.

Du travail en perspective

Quatre listes se sont affrontées aux dernières municipales de 2008. Quatre dont aucune tête de liste n’est pour l’instant reconduite sinon celle menée par l’actuel maire Ferdy Louisy. Avec Jean-Philippe Philemon, ils sont cinq candidats déjà déclarés. De l’avis de chacun, Goyave part de loin pour recouvrer toutes ses forces et se mettre à niveau dans le cadre de l’intercommunalité.

LAMENTIN

José Toribio en perte de vitesse ?

Les six années de mandat de José Toribio du Parti socialiste guadeloupéen (PSG) ont été marquées par l’instabilité politique et les démêlés judiciaires. Une instabilité politique d’abord avec discorde qui l’oppose à son conseil municipal sur de multiples questions dont le rachat des terres de Caféière occupées illégalement depuis trente ans. Déjà mis en minorité par son conseil municipal à plusieurs reprises, le conflit s’envenime au point que les délégations de José Toribio lui sont complètement retirées. Si dès février 2013, le maire arrive à regagner la confiance des frondeurs qui réclamaient sa tête, et reprend ses pleins pouvoirs, le bilan de sa candidature n’en est pas moins mitigé. La réhabilitation de Ravine Chaude reste l’un des échecs les plus évidents de la mandature Toribio. Sur le plan financier aussi le Lamentin souffre de quelques lacunes dont la principale : une taxe foncière sur les propriétés bâties qui flambe à 44,10 % faisant de la commune la championne de l’impôt foncier devant Morne-à-l’Eau. Autant de brèches dans lesquelles les adversaires de José Toribio peuvent s’engouffrer. Face à lui Jocelyn Sapotille du PS et le duo indistinct Daniel/Reinette Julliard sans étiquette. Le premier semble bénéficier de

circonstances favorables. Mais électoralement, José Toribio garde une assise forte tandis que Reinette Julliard a reculé. Cette dernière est inéligible pour prise illégale d'intérêt jusqu'en mars 2014. Elle a tenté un coup d'éclat en déclarant devant la presse soutenir la candidature de Daniel Julliard son époux. Interrogé par Le Courrier de Guadeloupe mercredi 12 février dernier Daniel Julliard ne savait plus très bien si c'est bien lui qui conduirait la liste cornaquée par Reinette Julliard, " si c'est moi la tête de liste je ferai une déclaration " nous a-t-il indiqué. En grignotant quelques 400 voix entre deux scrutins, et en ayant réussi à débaucher les deux tiers des soutiens de Reinette/Daniel Julliard, Jocelyn sapotille, soutenu par le PS pourrait avoir ses chances. Mais il est à parier qu'il ne pourra pas compter sur le soutien de Reinette Julliard au second tour.

ANSE-BERTRAND

Un citoyen porte plainte contre Dona Erie pour prise illégale d'intérêt

Teddy Gabreau vient de déposer plainte auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Pointe-à-

Pitre contre le maire d'Anse Bertrand Dona Erie pour prise illégale d'intérêts

.

La plainte est datée du 5 février dernier. Teddy Gabreau soutient que par décision du conseil municipal, le maire s'est rendu acquéreur, d'un terrain qui est constructible sur une superficie de 800 mètres carrés. Teddy Gabreau soutient également que l'acquisition de ce terrain a été faite au profit personnel du maire ou via un prête-nom. Le lotisseur lui ayant vendu à vil prix quelques années au paravent. Teddy Gabreau affirme que la commune a également cédé sans explication de nombreuses parcelles à des prix nettement inférieurs aux prix du marché (45 euros le mètre carré) notamment dans la section de Macaille celles portant les numéros BA 217 et BC 230 ainsi qu'une troisième parcelle à des particuliers. La plainte précise qu'Alfred Dona Erie maire de la commune d'Anse-Bertrand a poussé le conseil municipal à acquérir un terrain directement ou indirectement à vil prix par le lotisseur il y a quelques années. Teddy Gabreau poursuit en précisant qu'il est démontré que la parcelle cadastrée

n° 469 au lotissement Guéry appartient maintenant à la commune selon le relevé de propriété ce qui prouve bien que la commune est devenue propriétaire d'un bien qui appartient en réalité aux copropriétaires du lotissement. En filigrane la plainte laisse entendre la question suivante : quel intérêt une commune aurait-elle à acquérir un terrain dans un lotissement ? A contrario une personne physique peut y avoir un intérêt certain. Reste à savoir quel sort le parquet réservera à cette plainte à quelques semaines du premier tour des élections municipales.

POINTE-NOIRE

Tony Sinivassin, mort-né ?

Deux faits majeurs ont marqué la vie politique pointe-noirienne. La démission de Christian Jean-Charles PS du camp de Félix Desplan PS après que celui-ci lui ait dénié le poste de maire, lui préférant l'actuel Tony Sinivassin sans étiquette. Christian Jean-Charles est un technicien que son poste de conseiller régional met régulièrement face aux chantiers d'aménagement et d'infrastructures cofinancés par la ville et la Région. Même si la ville souffre encore d'un sous-développement économique, depuis 2008 des efforts d'équipements ont été faits. Entre autres le hall des sports et la rénovation de la piscine communale, mais surtout l'aménagement du littoral. " *Le fait que j'ai démissionné de l'équipe municipale ne m'a pas empêché de continuer à travailler pour ma commune. Depuis, j'ai approuvé près de 500 000 euros de travaux. Et je tiens à préciser que le maire m'a sollicité pour l'achat de véhicules communaux, ainsi que 20 000 euros d'actions pour développer le tourisme* " indique Christian Jean-Charles. Tony Sinivassin se retrouvera donc face à un membre de son ancienne majorité soutenu par Victorin Lurel, Josette Borel-Lincertain et Jacques Gillot. Là où les choses se compliquent c'est que dans le cas de Pointe-Noire Sinivassin et Jean-Charles devront de toute façon se séparer les voix de Félix Desplan. De son côté, même s'il peut s'approprier le bilan du maire sortant, sa jeune mandature est déjà entachée d'une suspicion de tentative de corruption. D'ailleurs Tony Sinivassin a nié les accusations portées par l'ex-maire, Claude Guillaume divers droite. Les deux hommes sont actuellement engagés dans une procédure judiciaire, l'un pour tentative de corruption, l'autre pour diffamation. Tout cet imbroglio à gauche pourrait bien arranger les

affaires de Camille Élisabeth divers droite.

SAINTE-ROSE

Et s'il y avait un effet Baron ?

Les forces sont si morcelées à Sainte-Rose que n'importe qui peut sortir du chapeau. Pourtant certains tel Adrien Baron partent avec un coussin plus conséquent que d'autres.

Sainte-Rose est sans doute l'une des communes où la mairie sera le plus âprement disputée. Il faut dire que depuis le retrait forcé de Clodomir Bajazet divers droite, les forces politiques en présence sont balkanisées. Le maire en place lui-même, Richard Yacou divers droite n'a pas une assise très solide. Il a été élu en 2008 dans une quadrangulaire avec 38 % des suffrages. La commune est toujours dans une situation financière délicate. Elle cumule 25 millions d'euros de dettes. Il n'y a pas eu non plus d'investissement significatif en termes d'équipement dans la ville. Pour autant, le sport fonctionne fort bien à Sainte-Rose, l'USR et toutes ses sections football, basket, cyclisme figure bien dans les compétitions, même si on peut toujours critiquer la politique de recrutement du club qui fait une grande place aux étrangers. Aux Brésiliens notamment pour l'équipe de football. Et avec le Gosier Sainte-Rose est l'une des places gastronomiques de la Guadeloupe. Toutefois, la ville ne connaît pas de véritable essor économique. Le centre commercial de Nolivier mis à part les deux enseignes Leader Price et Gifi se vide et s'étirole tout doucement. Par ailleurs, le conseil municipal ne présente plus un front très uni. Le deuxième adjoint chargé des finances Fauvert Savan s'en est allé. Il sera d'ailleurs candidat lui aussi. Quant à Louis-Daniel Justine soutenu par le GUSR, il a rallié le maire. De fait, la compétition se jouera entre d'une part Richard Yacou et ses deux adversaires de gauche Claudine Bajazet proche du PS et Adrien Baron PS. Claudine Bajazet a été adoubée par Max Mathiasin l'actuel secrétaire départemental du PS alors qu'Adrien Baron avait remporté l'adhésion des militants socialistes. L'épouse de Clodomir Bajazet compte sur l'ancien électorat de son mari. À condition qu'il ne se soit pas volatilisé. Quant à Alain Lesueur sans étiquette et directeur de cabinet de José Toribio, il sera encore de la partie. Pourtant, pour morcelées qu'elles soient, les forces de certains candidats sont bien

réelles. Il va ainsi de celles d'Adrien Baron qui dispose déjà d'un électorat depuis les dernières municipales de 2008. S'il sait le faire fructifier, il pourrait bien changer la donne à gauche et réunir autour de sa candidature au second tour. À moins qu'on s'achemine encore une fois vers une quadrangulaire qui pourrait faire l'affaire de celui qui sortira en tête au premier tour. Et là Richard Yacou a toutes ses chances.

BOITE A CRABES ?

Jean-Claude Lombion pourra-t-il résister ?

Pendant de longues années Morne-à-l'Eau a souffert. La ville archi endettée était devenue ingérable.

Il faut rendre hommage à Jean-Claude Lombion divers gauche qui héritant d'un mort vivant avait eu le mérite de relancer l'administration et qui jusque-là, était crédité d'une gestion efficace. Or, voilà qu'un document que Le Courrier de Guadeloupe s'est procuré avant qu'il ne survienne dans la campagne, véritable brûlot intitulé " *Rencontre avec le maire* " daté du 23 octobre 2013, signé d'un cadre nommé Hugues Pradel, démonte toute la mécanique de la bonne gestion. Dans cette analyse au vitriol on apprend que la situation de la ville est dramatique, que beaucoup de dépenses sont faites sans engagement préalable, qu'il y a un risque de ne pas payer les fournisseurs et le fonctionnaire posait à l'époque clairement la question de l'organisation de la fête patronale, celle des vœux du maire et même la participation de la commune au congrès des maires. Et Hugues Pradel d'ajouter que " *pendant plusieurs années on a fait croire que les comptes de la ville s'étaient améliorés. Ce n'était qu'illusion et apparence* ". Faut-il accorder foi à cette analyse ? Peut-être pas. Mais le mal est fait. Le principal argument de campagne de Jean-Claude Lombion la bonne gestion est mis à mal. Du coup, l'affaire devient très compliquée quand on sait que tous ses concurrents ne veulent qu'une chose : le déloger de la mairie. Avec quels arguments ? Georges Hermin PS dénonce surtout l'inertie de la ville. Sa campagne s'articule surtout sur la thématique du développement, il veut attirer les entreprises grâce à une politique fiscale avantageuse, rendre plus performante l'administration communale, organiser l'aménagement du territoire, organiser une proximité positive. Sauf qu'on sait bien que ce ne sont pas les programmes qui font les élections. L'autre

atout du candidat socialiste plus frappant sans doute c'est d'avoir su rallier à sa cause presque toute la famille socialiste autrefois si dispersée. Même Favrot Davrain est rentré au bercail. Et puis très clairement Victorin Lurel soutient Georges Hermin et le fait savoir. Reste à examiner la position de Jean Bardail GUSR, toujours aussi fort dans son fief de Vieux-Bourg. Il se peut fort bien que ce soit le sociétaire du GUSR qui détienne la clé de cette élection. Mais nul ne sait quelle logique s'appliquera. Celle du GUSR qui voudrait que Bardail ne soutienne pas Hermin au second tour ou celle plus locale de Bardail en vue des prochaines cantonales ?

PORT-LOUIS

Les circonstances jouent en faveur de Jean-Marie Hubert

La campagne municipale à Port-Louis ne va pas être de tout repos. Avec cinq candidats déjà déclarés, les seules inconnues sont les alliances qui vont se faire pour décrocher le siège convoité et à ce jeu tous les coups sont permis.

Port-Louis et ses 5 451 habitants sont loin d'être le théâtre d'un remake de la petite maison dans la prairie. 2008 avait vu trois listes présentées aux municipales dont celle du maire en place Jean-Barfleur nationaliste, celle de Jean-Marie Hubert gauche alternative, et celle de Victor Anthein sans étiquette. Alors que le principal opposant Jean-Marie Hubert se renforce et assoit la présence de son parti de l'Union populaire de Port-Louis (UPPL), d'autres s'organisent. C'est le cas de Victor Arthein, qui a déjà réuni Michel Tola et Charly Edwige, fils de l'ancien maire autour du parti " *Ansanm pou Pô Loui* ". Dans un autre bord, Bernard Cerci porte la bannière du renouveau port-louisien et axe sa campagne sur " *la réconciliation de la population* ". Il est opposé entre autre à une Patricia Pompilius qui, elle, se positionne plus dans une logique de " *dynamisation de la commune par l'activité économique rendue possible par la création d'une pépinière d'entreprises* ". Autre candidat dans cette bataille électorale qui s'annonce ardue Jacques Marie-Claire qui s'engouffre dans la voie de " *l'optimisation des services administratifs de la mairie pour mieux répondre aux besoins de la population* ".

SAINTE-ANNE

Blaise Aldo pas si à l'aise que ça

À Sainte-Anne, Blaise Aldo UMP bénéficie d'une certaine attache, mais son bilan refroidit déjà certains électeurs. Un facteur à prendre en compte, même si, pour l'instant, il ne risque pas d'être mis en danger par une alliance entre Jacques Kancel Parti communiste et Christian Baptiste Parti progressiste et démocratique guadeloupéen (PPDG). Après plusieurs réunions, les deux hommes n'ont pas trouvé de terrain d'entente, Christian Baptiste éprouvant l'envie de se mesurer à Blaise Aldo avec ses propres forces. " *À plusieurs reprises, j'ai fait comprendre à Christian Baptiste que jamais la gauche à Sainte-Anne n'avait remporté d'élections en se présentant désunie. Il y a des risques à se présenter ainsi car nous risquons des abstentions. J'ai été très arrangeant puisque je suis allé jusqu'à lui proposer la tête de liste. Mais je me suis opposé à une fin de non-recevoir. Toutefois, mon mouvement est bien ancré et nous sommes représentatifs* " nous a indiqué Jacques Kancel. Sainte-Anne a perdu en attractivité, rattrapée par le développement du Gosier et du Moule. D'autre part, son endettement a considérablement augmenté. " *Je ne suis pas contre l'endettement d'une ville, si derrière on peut observer des investissements. Une école à French et un gymnase, ne peuvent être comptés dans cette catégorie. À ce manque d'investissement j'ajoute une augmentation substantielle des taxes et un manque de politique publique. Nous avons des touristes, mais le soir, ils préfèrent aller s'amuser au Moule, au Gosier et à Saint-François plutôt que de profiter de la ville* " continue Jacques Kancel. Le défi auquel se trouvent confrontés les adversaires de Blaise Aldo sera de capitaliser sur les déçus de l'ère Aldo, qui de leur côté ne semblent vouloir s'engager que dans le sillage d'une alliance. Équation impossible ? Quant à Christian Baptiste, il doit réussir son pari de faire dès le premier tour jeu égal avec Blaise Aldo, sinon le second tour peut s'avérer difficile.

PERSPECTIVES

Municipales 2014 : Les attentes de l'électeur

An récent sondage de l'institut Harris, illustre à merveille ce qu'attendent les Français vis-à-vis des élections de leurs maires. Une majorité de Français déclare que ce sont les enjeux locaux qui seront déterminants

dans la campagne municipale : 90 % des Français accordent beaucoup ou assez d'importance aux enjeux locaux dans leur vote aux municipales. Mais ces enjeux locaux pèsent différemment selon l'électorat visé. Ils comptent plus pour le vote des électeurs de gauche que pour les électeurs FN qui nationalisent le scrutin. Le vote FN sera donc contestataire et relativement éloigné des enjeux locaux. Second constat, la notoriété locale du candidat reste déterminante. Selon le sondage, 78 % des Français déclarent que la personnalité des candidats est susceptible d'influer beaucoup ou assez sur leur vote en mars prochain. Les maires bénéficient en règle générale, de taux de notoriété assez élevés et 64 % des Français déclarent avoir une bonne opinion du maire de leur commune. Les deux tiers des électeurs jugent leur maire honnête, sympathique et compétent. En revanche, les maires souffrent d'un déficit de proximité. Seuls 43 % des Français ont la conviction que leur maire est proche de leurs préoccupations. Le sondage Harris Interactive permet d'évaluer les attentes des citoyens à un an des municipales. La capacité du maire à doter sa commune d'un taux d'encadrement administratif est un critère très apprécié. Tout comme la capacité à maîtriser les comptes publics. La capacité à réaliser de bons investissements figure aussi en bonne place. À droite comme à gauche les thématiques à mettre en avant sont celles jugées prioritaires : la sécurité, les dépenses, le développement économique, la circulation et le stationnement. Baignant dans le débat sur la crise des finances publiques, les citoyens semblent en faire l'un des sujets importants pour les municipales. Selon l'institut de sondage, " *Les finances publiques seraient un nouveau prisme de lecture déterminant des citoyens* ". La maîtrise de la dépense publique était le 2ème élément le plus déterminant du vote au 1er tour de l'élection présidentielle de 2012, juste derrière l'emploi et devant le pouvoir d'achat. Or le scénario semble identique pour les municipales. : 86 % estiment que la gestion des dépenses de la municipalité doit constituer un élément prioritaire, dont 41 % le qualifient même de " tout à fait prioritaire ". 85 % mentionnent également que les impôts locaux doivent constituer un dossier prioritaire. Nul doute que pour faire un bon maire, la maîtrise des dossiers techniques et le niveau d'encadrement administratif de la ville compte désormais autant, si ce n'est plus que les promesses de campagne.

Une campagne toute propre !

L'association " Je m'engage⁹⁷¹ " propose aux élus guadeloupéens - dans un objectif de solidarité et de respect (sic) - de s'engager par le biais d'une charte en ligne, à mener une campagne propre, respectueuse, " sans attaques contre les familles, les convictions religieuses ou les préférences sexuelles, à faire preuve d'écoute des adversaires, sans invectives ni violences ". Bref, le collectif veut que tout le monde se rachète une conduite pour des élections passées dans le calme et la rationalité ! Quand on connaît la pratique politique guadeloupéenne ce vœu équivaut à éteindre brusquement la musique au moment où tout le monde avait commencé à danser. De vrais rabat-joie !

HOMMAGE

La ville des Abymes a salué le 6 février dernier, l'action et l'engagement d'Anatole Louber, ancien militant du parti communiste, très engagé dans la vie politique de la ville. À cette occasion sa biographie, enrichie de témoignages de ses proches et autres militants a été présentée au public. ÉLECTIONS. La préfecture indique que le dépôt des documents de propagande concernant les communes de 2 500 habitants et plus pourront être déposés à la salle Schœlcher les 7 et 8 mars prochains entre 9 et 16 heures.

COURRIER PARLEMENTAIRE

Du gâteau pour le sport

Voici les bouts de la " réserve parlementaire " attribués à nos députés. Ary Chalus a eu 130 000 euros, qu'il a donnés aux communes de Baie-Mahault, Goyave, Lamentin, Petit-Bourg, Pointe-Noire, Sainte-Rose I et II... et au basket. Même somme pour Gabrielle Louis-Carabin, qui a gâté La Désirade et surtout le Moule... et le vélo. Hélène Vainqueur-Christophe a eu 120 000 euros, qu'elle a répartis entre Bouillante, Saint-Claude, Terre-de-Bas, Trois-Rivières, Vieux-Fort, Vieux-Habitants... et le foot et le vélo. Éric Jalton a eu 112 000 euros qu'il a distribués à plein de structures culturelles, sociales, éducatives et au Zénith... mais rien pour le sport.

Travailler beaucoup...

Créée en juillet 2012, la délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale a présenté son premier rapport d'activité. En 18 mois elle a tenu 31 réunions (une tous les quinze jours en moyenne), durant lesquelles 152 personnes ont été entendues. Elle a rendu 5 rapports (sur la vie chère, l'octroi de mer, la défiscalisation, les agricultures des outre-mer, l'agriculture d'avenir). Et, incroyable mais vrai, elle a réussi à faire bosser ensemble élus hexagonaux et ultramarins et adversaires politiques (chaque rapport a eu un rapporteur de la majorité et un de l'opposition).

...pour gagner un peu

D'accord, on discute, on débat, mais ce n'est pas que du bla-bla ! Même s'ils n'avaient rien demandé, tous les députés ont été dûment informés sur les problèmes ultramarins. Les propositions ont été " bien accueillies ", traduction : elles ont servi de base à des amendements " bien défendus ", mais pas toujours adoptés pour autant... Le combat mené par la délégation avec son homologue sénatoriale a quand même évité le pire à la défisc. Et celui d'Hélène Vainqueur-Christophe a permis des avancées sur l'agriculture. Le combat continue Gros dossier prochainement au menu : l'inquiétante fin des quotas sucriers. La délégation va plancher aussi les projets de loi compétitivité, octroi de mer, biodiversité. Rien que des sujets qui fâchent, il va en falloir des gros rapports !

Éric Jalton au chevet des enseignants

Le spécialiste des questions écrites a écrit, donc, au ministre de l'Agriculture sur " la situation particulière " d'enseignants du lycée agricole, qui ne sont plus prioritaires sur les postes qu'ils occupaient en tant que contractuels. Tout enseignant non affecté sera catapulté dans l'Hexagone... On ne sait pas encore si le ministre est tout aussi horrifié par cette perspective.

Les lobbys sortent du bois

Dans un souci de transparence, l'Assemblée nationale a ouvert un registre des lobbys qui veulent bien se déclarer comme tels (ou plutôt comme " représentants d'intérêts ", ça présente mieux). Une bonne cinquantaine se sont déjà identifiés, avec parmi les tout premiers la FEDOM, la Fédération des entreprises d'outre-mer.

On reparle des mutations

Une proposition de loi destinée à favoriser les mutations des fonctionnaires ultramarins est annoncée pour les prochains jours. Tiens, on a déjà entendu ça quelque part... Manuel Valls avait promis de changer le système dès 2015, mais par les temps qui courent rien n'est bien certain !

Rocard cash

Les DOM-TOM sont gérés par un ministère trop petit pour être efficace, a dit Michel Rocard dans une interview à La Tribune (certes sa phrase, comme toujours avec lui, était bien plus tortueuse, mais c'est ce que ça voulait dire). C'est Victorin Lurel qui va apprécier, avec tout le mal qu'il se donne...